

Discours de Jean-Luc MOUDENC

Maire de Toulouse et Président de Toulouse Métropole

20 mars 2022

A chacune et chacun de vous, je souhaite la bienvenue, comme Maire de notre ville, et je vous remercie chaleureusement de votre présence.

Elle vous honore, elle nous honore, elle nous reconforte.

Nous sommes rassemblés pour rendre hommage à ceux qui ont été froidement abattus, uniquement parce qu'ils étaient des militaires représentant notre pays – Imad IBN ZIATEN, Abel CHENNOUF, Mohamed LEGOUAD – ou uniquement parce qu'ils étaient juifs – Jonathan SANDLER et ses fils Arié et Gabriel, Myriam MONSONÉGO –.

Nous nous souvenons d'eux avec émotion et tristesse, avec respect et affection, avec lucidité aussi.

Et nous avons une pensée pour les blessés, en tout premier lieu pour Loïc LIBER, et aussi pour Aaron Bryan BIJAOU.

Au-delà, en prononçant ces mots d'accueil, je veux porter témoignage.

Jusqu'au dernier de mes jours, ma mémoire restera alourdie de la vision d'horreur – les corps gisant sur le trottoir – qui me frappa en arrivant à l'école Ozar Hatorah pour manifester ma solidarité et ma peine en ce funeste début de matinée du 19 mars 2012.

Jusqu'à l'ultime moment où il me sera donné d'avoir ma conscience, je ressentirai le murmure désapprobateur, qui, cinq jours plus tard, le 23 mars 2012, en séance du Conseil municipal de Toulouse, accueillit mon propos.

Ce jour-là, de tous les orateurs qui s'étaient exprimés, dans la diversité des appartenances politiques, j'étais le seul à avoir osé nommer l'adversaire, « l'islamisme » avais-je dit.

Il eut été bien plus politiquement correct d'attribuer ces assassinats en série à l'extrême-droite, comme cette hypothèse fut formulée au début des crimes de Toulouse et Montauban.

Il était bien plus confortable de s'en tenir à la thèse du « loup solitaire », comme cela fut alors ouvertement soutenu.

Ce déni évitait de poser les problèmes de fond dans toute leur complexité.

Au nom du slogan « pas d'amalgame », il dispensait la classe politique, les médias et la société française de prendre le temps d'expliquer, d'opérer la distinction entre Islam et islamisme.

On oubliait facilement que ce mal avait d'abord frappé cruellement de sa domination totalitaire de vastes populations musulmanes au Moyen Orient, en Asie, en Afrique.

On omettait de voir que deux des soldats assassinés, le 11 mars à Toulouse et le 15 mars à Montauban, étaient de confession musulmane.

Il a fallu l'abominable à plus grande échelle, puis des assassinats à répétition, pour ébranler cet aveuglement choisi.

Il a fallu les événements de Charlie Hebdo puis l'Hyper Cacher en janvier 2015, le Bataclan et les bars de Paris en novembre de la même année, puis l'assassinat du couple de policiers de Magnanville, le 14 juillet sanglant de 2016 à Nice et, peu après, le martyr du père Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray, et encore le meurtre du colonel Beltrame en 2018, et cette liste est incomplète...

Oui, il en a fallu beaucoup de meurtres pour que nous ouvrons enfin les yeux et que nous finissions par accepter de voir le mal en face en le nommant correctement.

Certes, depuis, nous avons renforcé les protections, et il faut en savoir gré aux Gouvernements qui se sont succédé.

Pour autant, aujourd'hui, notre inquiétude n'est pas dissipée.

L'islamisme a continué à progresser, sans doute plus sourdement, à bas bruit, à la manière d'une gangrène.

De façon plus générale, les violences n'ont cessé de monter dans notre société en proie à une multitude de tensions, sur fond de contestation croissante de l'Autorité républicaine et d'un hyper individualisme ravageur, délitant le lien social.

L'anti-sémitisme, défaite de l'humanité et amputation de l'intelligence, a ressurgi, comme si le drame absolu qu'a été la Shoah avait été effacé de notre mémoire collective, rangé au rang d'archives poussiéreuses et étrangères à nos vies.

De tout cela résulte la situation que nous connaissons en cette veille d'élection présidentielle : un poids inédit des extrêmes et ce que j'appellerais un indifférentisme démocratique record, même si, bien sûr, d'autres problématiques que celles que j'ai évoquées nous ont conduit là.

Alors oui, mes amis, il est temps de nous mobiliser avec ferveur et de faire face avec plus de fermeté.

En réaffirmant nos valeurs humanistes, laïques et démocratiques, en combattant l'islamisme avec des armes plus efficaces et qui soient à la hauteur, en restaurant l'Autorité de l'Etat républicain sans chercher à plaire aux « prescripteurs d'opinion » vivant loin de ces problèmes. Et en sachant, sur ces sujets régaliens et civilisationnels, pratiquer une unité nationale débarrassée des arrières pensées politiciennes.

Inspirons nous pour notre pays de ce que suggérait Thomas Mann pour notre continent en 1936 : « L'Europe n'existera que si l'humanisme découvre sa virilité, si celui-ci apprend à s'armer et agit en sachant que la liberté ne doit pas être un sauf-conduit pour ceux qui cherchent à l'anéantir ».

Tous ensemble, aujourd'hui, nous sommes rassemblés dans notre diversité, réunis pour commémorer, c'est-à-dire pour faire mémoire ensemble.

Mais la mémoire ne saurait être un simple élément d'archives, figé et à usage historique.

La mémoire doit être utile, donc vivante, donc inspirante.

La mémoire tient la conscience en éveil, luttant contre l'effet du temps qui passe et le ronronnement de nos habitudes.

La mémoire n'est pas une cérémonie, quoique les rites soient utiles. Elle est, tout à la fois, une leçon tirée du passé, une vigie pour les temps présents, un tremplin pour agir.

Cette année, encore ici à Toulouse, nous commémorerons les 80 ans de la lettre pastorale du 23 août 1942, par laquelle notre archevêque d'alors, Jules-Géraud, futur cardinal Saliège, dénonçait les persécutions contre les juifs par les séides du régime de Vichy.

Il disait alors, et il nous dit encore aujourd'hui la ligne de conduite fondamentale qui peut nous souder : « France, patrie bien aimée, France ... porte dans la conscience de tous tes enfants la tradition du respect de la personne humaine ».

C'est dans la fidélité à ce principe cardinalice et dans le souvenir des crimes de mars 2012 à Montauban et à Toulouse que j'interpelle, comme Maire, nos dirigeants nationaux. Pour leur dire que le mandat présidentiel qui s'ouvre dans quelques semaines doit être l'occasion ultime du grand sursaut républicain. La vraie grande cause nationale, pour étouffer les tentatives nauséabondes et pernicieuses des extrêmes, c'est la lutte contre l'islam politique et pour l'unité de notre nation.

Je vous remercie.